

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Soixante et onzième session**

Bangkok, 25-29 mai 2015

Point 9 b) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique intéressant la région Asie-Pacifique: Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique**Résumé de l'Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique****Note du secrétariat*****Résumé*

L'année 2015 constitue un tournant pour la formulation des politiques au niveau mondial. Elle marque l'échéance pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, et une série d'objectifs de développement durable devrait être adoptée en septembre et former un cadre pour les politiques de développement au-delà de 2015. Dans ce contexte, il est donc opportun de déterminer dans quelle mesure la région Asie-Pacifique a réussi à s'assurer une croissance économique plus inclusive et durable. C'est pourquoi l'*Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie du Pacifique* comprend un examen de la croissance économique enregistrée dans la région, où sont relevés les problèmes auxquels elle est confrontée et est analysée la situation pour déterminer si cette croissance a bénéficié à l'ensemble de la population.

La croissance économique devrait progresser légèrement dans les pays en développement de la région en 2015. Cette évolution est liée davantage à des facteurs nationaux et intrarégionaux qu'à des facteurs extérieurs. Malgré cette légère embellie de la perspective économique de la région, la croissance économique n'est pas aussi forte qu'elle pourrait être ou qu'elle a été dans le passé. Le potentiel de croissance des pays en développement de la région est endigué par les faiblesses structurelles, comme le manque d'infrastructures et la dépendance excessive de certains pays à l'égard des produits de base. La fragile reprise économique mondiale ne fait qu'ajouter aux difficultés qui freinent les perspectives de croissance. Plus important encore, il est à craindre que tous n'ont pas pu tirer également parti des retombées de la croissance économique; c'est-à-dire que celle-ci n'a pas été suffisamment inclusive. L'inégalité des revenus et des chances s'est accrue entre les différentes régions et sections de la société, comme entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les femmes et les hommes.

Face à ces problèmes, un certain nombre de questions de politique générale se posent. Il s'agit en premier lieu de la nécessité de mettre en place une politique et un environnement institutionnel qui favorisent l'apport de financements novateurs et équitables pour la réalisation d'un programme de

* E/ESCAP/71/L.1/Rev.1.

** La soumission tardive du présent document est due au fait que certaines données relatives à l'année 2015 n'étaient pas disponibles avant la date limite de soumission.

développement durable ambitieux. Il y a ensuite la nécessité de prendre des mesures macroprudentielles mûrement réfléchies pour gérer la volatilité des capitaux et ainsi favoriser la stabilité économique et offrir une plateforme résiliente pour la croissance inclusive. La nécessité absolue pour les pays tributaires des produits de base de diversifier leur économie en s'ouvrant à d'autres secteurs constitue le troisième aspect étudié. Et quatrième, certaines mesures innovantes que pourraient prendre les pays de la région pour mieux faire face aux changements climatiques, une question qui est particulièrement d'actualité du fait de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue à Paris, sont également examinées.

Le chapitre thématique de l'*Étude* 2015 examine le degré d'inclusivité de la croissance dans la région Asie-Pacifique. Pour ce faire, il est reconnu que l'inclusivité est un concept pluridimensionnel qui englobe les dimensions économique, sociale et environnementale du développement. L'analyse montre que la croissance a été plus inclusive au niveau national. Il existe toutefois d'importantes différences d'inclusivité au sein des pays, entre les sexes et entre les zones rurales et les zones urbaines. Il est particulièrement préoccupant de constater que les inégalités de revenus sont importantes et vont en grandissant dans de nombreux pays, où la population la plus nantie est en mesure de s'assurer une meilleure éducation et de meilleurs services de santé, ce qui améliore leurs perspectives d'emploi. Si ces inégalités ne sont pas résorbées, les inégalités intergénérationnelles risquent de se perpétuer.

Pour rendre la croissance économique plus inclusive, le rôle de l'État en faveur du développement doit être renforcé. Si les gouvernements doivent mettre en place un environnement qui confère au secteur privé le rôle de principal moteur de croissance, il y a lieu de faire plus pour assurer l'égalité des chances. Il est nécessaire que les pays consacrent davantage de dépenses au développement, en particulier pour assurer un accès plus égal à l'éducation et aux services de santé et pour offrir de meilleurs filets de protection sociale. Il faut par ailleurs offrir un plus large accès aux services financiers, notamment dans les secteurs ruraux. Il faut veiller davantage à faciliter la création d'emplois, en particulier en développant les petites et moyennes entreprises et en stimulant l'industrialisation en milieu rural.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction.....	3
I. Perspectives de croissance économique et enjeux politiques	4
II. Perspectives des sous-régions.....	11
III. Inclusivité et croissance.....	13
Figures	
1. Croissance des pays en développement de la région Asie-Pacifique et des principaux pays développés du monde, 2005-2015	4
2. PIB par habitant ajusté aux inégalités, 2012-2013.....	10
Tableau	
Indices et classement des pays selon l'inclusivité de la croissance, 1990-1999 and 2000-2012..	18

Introduction

1. L'année 2015 constitue un tournant pour la formulation des politiques au niveau mondial. Elle marque l'échéance pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, et une série d'objectifs de développement durable devrait être adoptée en septembre et former un cadre pour les politiques de développement au-delà de 2015. Dans ce contexte, il est donc opportun de déterminer dans quelle mesure la région Asie-Pacifique a réussi à s'assurer une croissance économique plus inclusive et durable. C'est pourquoi l'*Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie du Pacifique* comprend un examen de la croissance économique enregistrée dans la région, où sont relevés les problèmes auxquels elle est confrontée et est analysée la situation pour déterminer si cette croissance a bénéficié à l'ensemble de la population.

2. Le revenu réel par habitant a doublé en moyenne dans les pays en développement de la région depuis le début des années 1990. Dans des pays comme le Bhoutan, le Cambodge et le Viet Nam, il a triplé, alors qu'en Chine il a plus que septuplé depuis 1990. Ces résultats impressionnants ont permis à des millions de personnes de sortir de l'extrême de pauvreté et à la région prise dans son ensemble d'atteindre – avant la date butoir de 2015 – le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir de réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1,25 dollar par jour.

3. Cependant, si la région a réussi à atteindre une croissance économique élevée et à réduire considérablement la pauvreté, la croissance économique n'est pas aussi forte qu'elle pourrait être ou qu'elle a été dans le passé. Elle ne devrait augmenter que légèrement dans la région en 2015 et 2016. En raison de cette tendance et du fléchissement des cours mondiaux du pétrole, l'inflation devrait encore baisser et rester faible. Aspect plus important, il est inquiétant de constater que tous n'ont pas tiré également parti des retombées de la croissance économique; c'est-à-dire que celle-ci n'a pas été suffisamment inclusive. L'inégalité des revenus et des chances a augmenté entre les différentes régions et sections de la société, comme entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les femmes et les hommes.

4. Par conséquent, l'*Enquête 2015* traite de la question fondamentale suivante: si la focalisation des politiques sur la croissance économique est nécessaire, elle n'est absolument pas suffisante pour parvenir au « développement ». Les décideurs de la région doivent prendre en compte les aspects de la croissance inclusive et du développement durable dans leurs cadres de politique nationale afin de surmonter les problèmes émergents. Il s'agit d'une année où les pays devraient se préparer à adapter et adopter les objectifs de développement durable proposés.

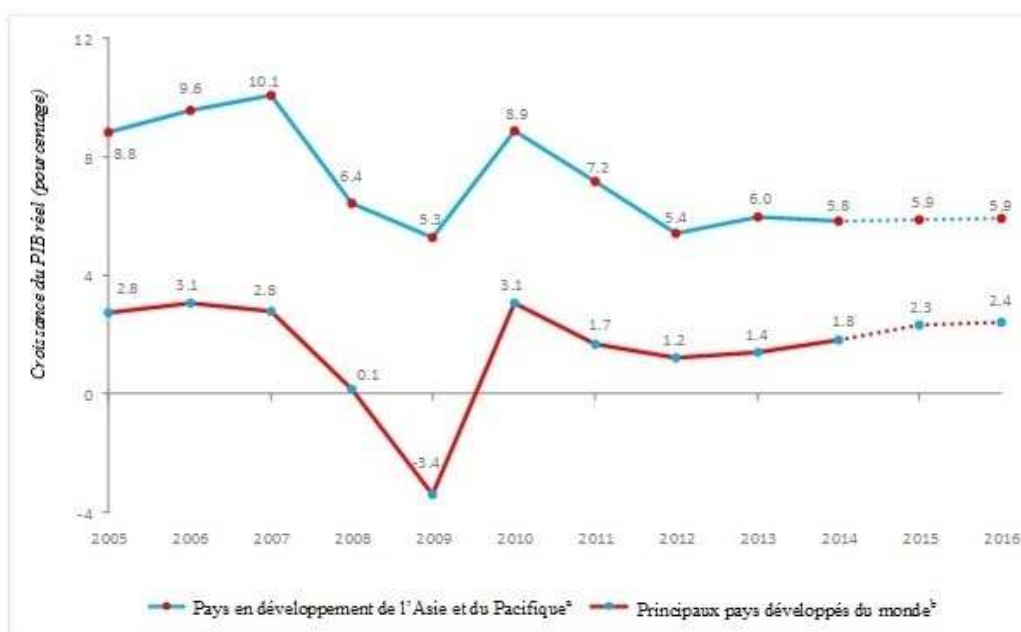
5. Dans la première section du présent résumé de l'*Étude*, seront examinés les perspectives et les résultats macroéconomiques de la région Asie-Pacifique. On y analyse aussi certains des problèmes économiques qu'elle rencontre et examine certaines grandes options de politique générale. Pour illustrer la diversité que présente la région Asie-Pacifique, le deuxième chapitre présente une analyse plus désagrégée des questions et problèmes économiques auxquels est confrontée chacune de ses cinq sous-régions, offrant ainsi l'occasion de tirer des enseignements d'un éventail d'expériences et d'aspects politiques. Enfin, le troisième chapitre analyse de manière plus détaillée la question de savoir simplement comment s'est déroulée la croissance inclusive dans la région ces dernières décennies.

I. Perspectives de croissance économique et enjeux politiques

6. La croissance économique devrait progresser légèrement dans les pays en développement de la région en passant de 5,8 % en 2014 à 5,9 % en 2015. Cette progression est liée davantage à des facteurs nationaux et intrarégionaux qu'à des facteurs extérieurs. En particulier, le rôle de la consommation privée et de l'investissement devrait contribuer beaucoup plus à stimuler la croissance économique que les exportations, dont les perspectives restent moins optimistes. Dans l'évaluation de la CESAP, le potentiel de croissance des pays en développement de la région est endigué par les faiblesses structurelles, comme le manque d'infrastructures et la dépendance excessive de certains pays à l'égard des produits de base. La fragile reprise économique mondiale ne fait qu'ajouter aux difficultés qui freinent les perspectives de croissance.

7. Cette perspective se fonde sur les tendances positives escomptées dans les principaux pays en développement, dont le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République de Corée et la Thaïlande. Certains de ces pays ont entrepris des programmes de réforme sous la direction de nouvelles administrations, qui devraient engendrer des résultats positifs en 2015. Même si la progression de la croissance économique n'a été que modérée dans les pays en développement, à l'exclusion de ceux de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, la région restera en tête de la reprise économique mondiale, avec une croissance en 2015 qui devrait être de près de deux fois et demie supérieure à celle des principaux pays développés du monde (voir figure 1). Il est un fait aussi que l'écart de croissance entre la région et le monde développé se rétrécit par rapport à la période antérieure à la crise lorsque la croissance de la région était plus de trois fois plus rapide. Ce resserrement de l'écart est dû au ralentissement enregistré dans la région et au fait que les pays développés ont retrouvé une croissance proche des niveaux d'avant la crise.

Figure 1
Croissance des pays en développement de la région Asie-Pacifique et des principaux pays développés du monde, 2005-2015



Sources: CESAP, sur la base de sources nationales et de données de la CEIC, consultables à l'adresse www.ceicdata.com (consultée le 30 mars 2015); les prévisions pour les principaux pays développés ont été établies d'après la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI).

^a Les pays en développement de l'Asie et du Pacifique sont au nombre de 37, exclusion faite de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale. Les chiffres prennent en considération les estimations révisées de la croissance intérieure brute (PIB) de l'Inde à compter de 2012. Du fait de l'utilisation de ces estimations révisées, on a dû prendre pour année de référence 2011-2012 au lieu de 2004-2005 et également recourir à des méthodologies améliorées. On fera donc preuve de prudence en comparant les taux de croissance entre les séries antérieures et les séries révisées.

^b Les principaux pays développés sont au nombre de 36, dont le Japon, les États-Unis d'Amérique et les 19 pays de la zone euro.

8. En matière d'inflation, les perspectives sont meilleures qu'en ce qui concerne la croissance économique. L'inflation dans la région devrait baisser sensiblement en passant de 3,9 % en 2014 à 3,4 % en 2015. Cette tendance est due principalement au fléchissement des cours internationaux du pétrole et à la baisse de la pression de la demande dans les pays à vocation exportatrice. En plus d'avoir un effet positif sur l'inflation, la baisse spectaculaire des cours internationaux du pétrole a permis de réformer en profondeur le subventionnement des carburants. Cette situation a permis de dégager des ressources budgétaires supplémentaires, qui peuvent effectivement être affectées à l'investissement infrastructurel et pour des mesures favorisant la croissance inclusive. Il est toutefois conseillé aux gouvernements de rester concentrés sur la réforme de leurs politiques fiscales afin de consolider les finances publiques. Cette voie serait importante pour assurer la stabilité macroéconomique et produire suffisamment de ressources à mettre au service du développement.

9. La baisse de l'inflation a encouragé une série de réductions des taux d'intérêt dans de nombreux pays de la région, ce qui peut favoriser globalement la croissance économique. Cependant, il y a lieu de prendre en compte le fait que l'on peut s'attendre à une importante volatilité des flux de capitaux et des taux de change dans la région en raison de l'évolution liée aux politiques monétaires constatée dans les grands pays comme le Japon, les pays de la zone euro et les États-Unis d'Amérique. Une telle volatilité peut entraîner une importante instabilité macroéconomique et financière dans la région, qui peut mettre en danger non seulement les perspectives de croissance économique de la région mais également le programme de développement durable en détournant l'attention des décideurs vers les problèmes de stabilité uniquement. Par conséquent, la position en matière de la politique monétaire doit être jugée avec beaucoup plus de précaution à l'avenir, en particulier dans les pays dont les fondamentaux sont faibles.

10. Le commerce de marchandises de la région Asie-Pacifique connaît toujours d'importants problèmes du fait que la croissance des exportations et des importations sur douze mois de l'ensemble des pays en développement est restée faible durant toute l'année 2014. Les risques pour les perspectives commerciales de l'Asie et du Pacifique en 2015 sont principalement dus au ralentissement de l'activité économique en Chine et dans les pays de la zone euro. Étant donné que ces pays sont les principales destinations d'exportation pour la plupart des pays de l'Asie et du Pacifique, dont la part s'établit respectivement à 16 et 14 % de l'ensemble des exportations, l'atonie de la demande (d'importation) dans ces pays reste un risque majeur pour les perspectives d'exportation de la région.

11. Les résultats commerciaux enregistrés en 2013-2014 ont été médiocres malgré les progrès apparemment enregistrés au cours des

négociations commerciales multilatérales lors de la Conférence ministérielle de Bali organisée en décembre 2013 par l'Organisation mondiale du commerce. La poursuite des négociations concernant deux accords commerciaux interrégionaux concernant les pays de l'Asie et du Pacifique, à savoir les projets de partenariat trans-Pacifique et de partenariat économique global régional, n'a guère contribué non plus à revigorer le commerce et les flux d'investissement. La prolifération des accords commerciaux préférentiels intéressant les pays de la région Asie-Pacifique, qui a débuté véritablement au début des années 1990, se poursuit après une pause temporaire en 2012. Plusieurs raisons expliquent la multiplication des accords préférentiels de libéralisation des échanges, parmi lesquelles l'incertitude concernant la conclusion du Cycle de négociations de Doha, la faible demande d'importation qui se poursuit sur les marchés des pays développés et la reconnaissance croissante des avantages du commerce et de la coopération économique Sud-Sud.

12. La région de l'Asie et du Pacifique est restée une destination favorable pour les investissements étrangers directs (IED) ces dernières années. En effet, sa part dans les flux mondiaux d'IED est en augmentation depuis 2005. Par conséquent, la région Asie-Pacifique a fait preuve de résilience face aux problèmes qui touchent le climat économique mondial caractérisé par des courants d'IED relativement faibles et instables depuis 2007. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, les entrées d'IED ont varié considérablement entre les différents pays et sous-régions du fait: a) de la différence des politiques adoptées par les pays en matière d'IED; b) de l'incidence des blocs économiques régionaux; c) des incertitudes macroéconomiques et des problèmes structurels; et d) des tensions géopolitiques.

13. S'agissant des réformes structurelles, certains gouvernements prennent des mesures visant à renforcer leurs finances publiques, en particulier dans le domaine des réformes fiscales. Certains pays s'intéressent également aux procédures d'acquisition de terrains, qui constituent l'un des principaux obstacles aux investissements du secteur privé dans de nombreux cas. Certains gouvernements ont également entrepris de réduire le rôle des entreprises d'État, ainsi que d'accroître la participation des compagnies étrangères. Ce faisant, ils tentent de réduire la charge que représentent ces entreprises pour le budget et d'en renforcer l'efficacité et donc d'accroître leur contribution à la croissance et à l'emploi.

14. Afin d'accroître le potentiel d'offre des pays en développement de la région, où la demande reste importante en raison de l'augmentation de la population et des revenus, il faudra développer les infrastructures et en améliorer la qualité. De plus, le rôle important joué par la région dans le commerce mondial et les réseaux mondiaux de production fait que l'amélioration des infrastructures permettra également aux pays de mieux satisfaire la demande mondiale. Le renforcement des infrastructures permettra aussi une croissance économique plus inclusive en permettant à davantage de personnes de bénéficier des fruits du développement, en particulier en zone rurale et dans les couches les plus démunies de la population urbaine.

15. De toute façon, l'urbanisation croissante à travers la région stimule la demande d'infrastructures. L'urbanisation devrait augmenter parallèlement à l'enrichissement de la région, car les pays à revenus plus élevés présentent un niveau d'urbanisation plus important. Il s'en suivra notamment une augmentation de la demande d'équipements collectifs et de logements. Il y aura aussi un plus grand besoin de transports publics afin de réduire les

problèmes d'engorgement causés par les véhicules privés. Pour résoudre les divers problèmes connexes que pose l'urbanisation, il est logique de pourvoir au manque d'infrastructures de manière intégrée de façon à favoriser une croissance urbaine à la fois durable et inclusive, tout en veillant à la réalisation du potentiel économique des villes de la région.

16. Alors que les sources traditionnelles de financement, comme les recettes fiscales et l'assistance au développement, peuvent être importantes, elles sont insuffisantes pour assurer le développement infrastructurel dont la région a besoin. Il sera nécessaire aussi de développer effectivement les marchés régionaux de capitaux et d'encourager les partenariats public-privé afin de combler cet important déficit de financement. Un cadre juridique et réglementaire favorable et le renforcement des capacités pour l'évaluation des projets d'infrastructure peuvent contribuer largement à atteindre cet objectif. L'apparition de nouvelles banques de développement, comme par exemple la Banque asiatique d'investissement pour l'infrastructure, constitue également un signe encourageant pour le développement des infrastructures dans la région.

17. Quant aux problèmes externes, l'anticipation d'une normalisation par les États-Unis d'Amérique de sa politique monétaire a déjà donné lieu à une hausse appréciable du dollar par rapport aux autres monnaies à l'échelle planétaire. Les taux de change dans la région ont également été touchés par la force du dollar, mais on constate des différences considérables entre les pays. Un certain nombre de facteurs expliquent la relativement faible dépréciation de certaines monnaies de la région. L'un d'entre eux est l'intervention de gouvernements sur le marché des changes par crainte d'une inflation importée causée par la dépréciation et d'un remboursement de la tête extérieure plus coûteux. Une autre raison qui explique la relativement faible baisse de la valeur de la monnaie de certains pays de la région est l'intérêt continu manifesté par les investisseurs institutionnels pour les actifs financiers en raison de meilleures perspectives de croissance en termes de comparaison à l'échelle mondiale.

18. En dehors de leur impact sur les taux de change, les sorties de capitaux peuvent compromettre la stabilité macroéconomique et le patrimoine des ménages du fait de leurs retombées sur les marchés d'actifs nationaux. Les actions, les obligations et les marchés immobiliers sont au nombre des principaux actifs dans les économies relativement ouvertes qui ont connu d'importantes entrées de capitaux étrangers. Les sorties de capitaux de ces marchés peuvent déstabiliser le secteur bancaire, car les banques nationales peuvent subir des pertes sur investissement sur ces marchés, tout en ayant des effets négatifs sur le patrimoine des ménages et donc sur la consommation puisque les ménages vont voir se dévaloriser leurs investissements sur ces marchés. Certains pays ont tenté de maîtriser l'ampleur des sorties de capitaux de ces marchés en imposant des réglementations macroprudentielles dans ces domaines ou les resserrant.

19. Les politiques macroprudentielles offrent un moyen complémentaire important pour gérer les flux de capitaux. Elles visent directement la source de l'instabilité des mouvements de capitaux, à savoir les marchés d'actifs nationaux sur lesquels les capitaux sont investis. Ces politiques réglementaires sont destinées à réduire les risques systémiques, à protéger la stabilité du système financier pris dans son ensemble contre les chocs intérieurs et extérieurs, et à assurer qu'il continue de fonctionner

efficacement¹. Plutôt que de modifier le coût du crédit pour l'ensemble de l'économie, les politiques macroprudentielles visent à contrôler le crédit dans des domaines que les banques centrales considèrent comme bénéficiant de financements excessifs.

20. Les politiques macroprudentielles peuvent se répartir entre les catégories suivantes: a) le plafonnement de la quotité du prêt, comme appliqué dans le secteur du logement; b) la limitation de l'expansion du crédit et d'autres restrictions bilanciées, comme la limitation du service de la dette dans le cas des cartes de crédit et des prêts personnels; c) le plafonnement explicite de l'expansion du crédit bancaire; et d) les obligations et les surcharges applicables aux capitaux et aux réserves, comme les exigences en fonds propres anticycliques et des coefficients plus élevés pour les réserves obligatoires². En règle générale, les politiques macroprudentielles diffèrent des mesures applicables aux mouvements de capitaux, qui sont destinées à limiter les flux de capitaux provenant de non-résidents. Toutefois, elles peuvent à l'occasion comprendre également des mesures applicables aux mouvements de capitaux, comme dans le cas des politiques visant à décourager les emprunts en devises étrangères. Elles sont normalement mises en vigueur par les banques centrales et sont complémentaires des mesures budgétaires appliquées par les gouvernements, comme la majoration des taxes et des droits de timbre pour les investisseurs dans certains secteurs.

21. Les fluctuations des prix des produits de base ne sont nullement un phénomène nouveau, mais la chute brutale des cours du pétrole brut de Brent intervenue récemment a pris de nombreux gestionnaires économiques de la région par surprise. Les prix du charbon ont également baissé ces derniers trimestres, touchant de nombreux exportateurs comme l'Australie et l'Indonésie. Les prix du gaz naturel vont aussi probablement fléchir car ils ont tendance à suivre l'évolution des cours du pétrole avec un certain décalage. Les prix des métaux industriels, comme le cuivre, le minerai de fer et le nickel, ont également connu de brusques chutes, et c'est le cas également des produits alimentaires et des matières premières agricoles, comme l'huile de palme et le caoutchouc. Si divers facteurs de l'offre et de la demande entrent en jeu, la baisse récente des prix des produits de base peut signaler la fin d'un « supercycle des produits de base » après plus de dix ans d'essor sur le marché de ces produits, qui n'a été interrompu que brièvement par la crise financière mondiale.

22. Les pays tributaires des produits de base, dont le niveau de revenu et la taille de la population varient, devraient subir des effets négatifs sur de multiples fronts, dont la production et l'emploi, la balance extérieure et le solde budgétaire, et la stabilité des prix et du système financier principalement du fait des cours de change. À long terme, la dépendance à l'égard des produits de base peut toucher le processus de changement structurel au sein des pays. La diversification économique sera en général moindre dans les pays riches en ressources même en cas d'augmentation globale de la production et des revenus.

23. Il importe de préciser que le manque de diversification chez les exportateurs de produits de base est parfois lié à une gouvernance défailante et à une conjoncture des affaires défavorable. Cela est possible en raison d'un

¹ Banque des règlements internationaux, « Groupe des Gouverneurs de banques centrales et des responsables des autorités de contrôle bancaire », communiqué de presse, 11 janvier 2010.

² Stijn Claessens, « An overview of macroprudential policy tools », document de travail du FMI WP/14/214 (FMI, 2014). Consultable à l'adresse ci-après: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14214.pdf>.

excès d'activités de recherche de rentes. Le capital humain tend également à en souffrir, car des secteurs primaires, comme l'exploitation minière, ne peuvent absorber autant de main-d'œuvre que le secteur manufacturier. Ces insuffisances pourraient entraver le développement économique, en particulier dans le secteur privé. Mais cette situation est également préoccupante parce que les économies axées sur les ressources seraient tributaires d'un vaste secteur public pour pouvoir répartir équitablement la richesse parmi la population. Mais dans le cas d'une forte corruption et de faibles moyens au sein des pouvoirs publics, on ne pourra assurer efficacement de substantiels progrès sociaux.

24. Plusieurs options de politique générale peuvent être envisagées pour relever les défis auxquels sont confrontés les pays tributaires des produits de base. Ainsi, au lieu d'adopter des règles pour le déficit budgétaire global qui soient indépendantes du cycle commercial, il est possible de viser un équilibre structurel ou « un solde corrigé des variations conjoncturelles » qui puisse prendre en compte les fortes variations de revenus possibles dues à de grandes fluctuations des prix des produits de base.

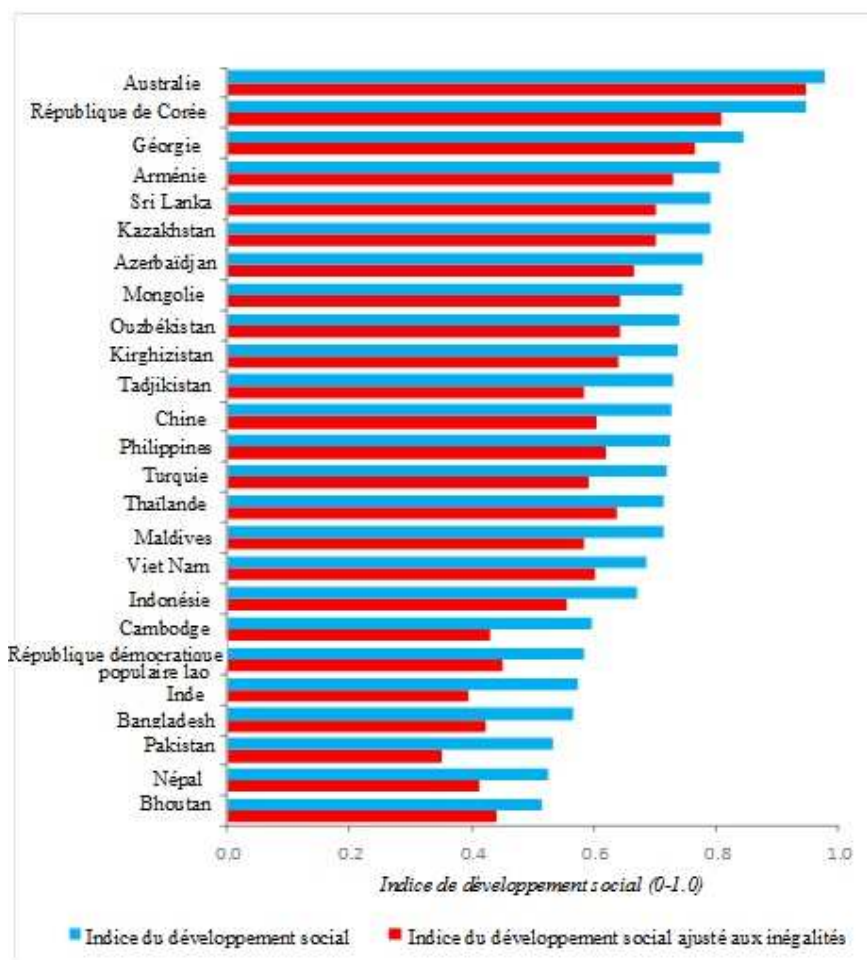
25. De même, un objectif d'inflation fondé sur l'indice des prix à la consommation ne conviendra peut-être pas pour les pays exposés à des chocs commerciaux. On a proposé des indices davantage orientés vers la production que la consommation de manière à assurer une adaptation automatique aux fluctuations des prix à l'exportation tout en fournissant un point d'ancrage nominal pour l'inflation attendue. On pourrait par exemple modifier l'indice des prix à la production afin d'évaluer les secteurs non pas en fonction des ventes brutes mais bien de la valeur ajoutée, comme c'est le cas dans les comptes du revenu national.

26. Il est également possible de mettre effectivement en place des politiques industrielles et des politiques portant sur les investissements étrangers directs qui permettent de diversifier l'économie, jusque-là fondée sur les produits de base. Dans le cadre de la politique industrielle, le gouvernement, le secteur privé et la société civile pourraient mettre au point, en collaboration, les politiques d'appui, la structure incitative et l'arrangement institutionnel requis pour assurer l'apport d'investissements dans les secteurs stratégiques. Ils pourraient par exemple viser la promotion de nouveaux produits et services à plus forte valeur ajoutée qui permettent de diversifier davantage l'économie. Une autre façon de faciliter la diversification stratégique consiste à attirer les investissements étrangers tout en assurant des liens utiles et des retombées pour l'économie locale et les entreprises locales.

27. Les pays devront aussi faire face à de sérieux problèmes qui entravent la réalisation des aspects inclusifs de la croissance, une question qui est traitée en détail au chapitre III. L'inégalité des revenus est devenue récemment un sujet de préoccupation important pour les décideurs à travers le monde. L'une des nombreuses raisons en est le coût de la réalisation de la croissance et du développement inclusifs. L'analyse de la CESAP montre que les niveaux élevés d'inégalité compromettent les progrès économiques et sociaux de la région. Afin d'en estimer les incidences négatives, l'analyse a actualisé les niveaux de revenu par habitant pour 32 pays de la région à l'aide des données disponibles et par l'application d'un coefficient proportionnel à l'importance de l'inégalité des revenus. Les conclusions montrent que le PIB par habitant baisse considérablement pour de nombreux pays où l'indice de Gini est relativement élevé (voir figure 2). D'autre part, il s'avère également que l'indice de développement social ajusté aux inégalités subit une baisse allant jusqu'à 25 % dans certains pays.

28. L'inégalité des chances est également évidente dans de nombreux volets du développement social où de multiples formes de privation se recourent et se renforcent mutuellement. Un obstacle fondamental à la croissance inclusive est le patriarcat. La croissance inclusive n'est pas réalisable sans avoir remédié à la discrimination, à l'oppression et à la soumission des femmes et des filles, tant dans le domaine public que dans la sphère privée. À cet égard, il y a lieu de trouver une solution à l'exclusion des femmes du domaine économique et de la gouvernance politique. La croissance inclusive ne peut se réaliser sans l'offre de suffisamment d'emplois décents. La région ne cesse de se battre pour créer suffisamment d'emplois dans le secteur structuré et améliorer globalement la qualité de l'emploi. Pour parvenir à la croissance inclusive, il sera essentiel d'améliorer les perspectives d'emploi des jeunes, ainsi que de résoudre les vastes problèmes d'emplois vulnérables.

Figure 2
PIB par habitant ajusté aux inégalités, 2012-2013



Sources: Fondée sur des données du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Rapport sur le développement humain 2013*; de la CESAP, *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2014*; et de la Division de statistique de l'ONU.

29. La dimension environnementale du développement durable est d'une importance particulière pour la croissance inclusive. Les principaux domaines d'intérêt sont ici les changements climatiques et les questions d'énergie

durable. Les changements climatiques représentent des menaces pour le développement durable car leurs incidences négatives peuvent anéantir les acquis du développement de plusieurs décennies. Pour que l'atténuation des effets des changements climatiques se transforme en opportunités, les instruments politiques correspondants mis en place devraient viser à produire des avantages conjoints ou des avantages doubles tout en veillant à l'inclusivité.

30. La sécurité énergétique constitue également un problème urgent pour le développement durable de la région pour un certain nombre de raisons. Premièrement, la demande d'énergie dans la région a progressé considérablement. Deuxièmement, de nombreux pays en développement de la région devraient continuer de dépendre de l'importation de combustibles fossiles et donc d'être exposés à l'instabilité des prix. Troisièmement, l'intensité énergétique excessive de la croissance a occasionné de nombreux problèmes: pollution atmosphérique, menaces pour la santé publique et effets dommageables pour la compétitivité économique notamment. L'objectif de sécurité énergétique peut contribuer à améliorer l'accès à l'énergie, à développer l'énergie renouvelable et à renforcer l'efficacité énergétique – les trois objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous de l'ONU. La CESAP a constitué avec le PNUD et la Banque asiatique de développement un centre régional pour la mise en œuvre de cette initiative.

II. Perspectives des sous-régions

31. La région Asie-Pacifique compte non seulement certains des pays les plus riches, qui bénéficient de la croissance économique la plus rapide, mais aussi de nombreux pays pauvres, qui sont confrontés à de graves problèmes de développement. Aussi une perspective sous-régionale offre-t-elle l'occasion de tirer des enseignements d'un éventail d'expériences et de considérations relatives aux politiques.

32. Malgré la reprise économique aux États-Unis d'Amérique, la croissance économique en Asie de l'Est et du Nord-Est, sous-région orientée vers l'exportation, s'est tassée en 2014 en raison du recul de la demande intérieure. En Chine, l'évolution vers une croissance plus durable et davantage fondée sur la consommation s'est traduite par un ralentissement de la progression de l'investissement fixe. De même, au Japon, la croissance de la production a marqué le pas, avec des contractions trimestrielles plus importantes qu'attendues à la suite de l'augmentation de la taxe à la consommation en avril 2014. Des mesures de relance budgétaire ont été prises à la fois en Chine et au Japon, ainsi qu'en République de Corée, pour faire face à cette croissance timide. Pour ce qui est des perspectives, la croissance économique devrait progresser modestement en 2015 et 2016 en raison d'une légère reprise au Japon et d'un rythme de croissance plus soutenu en République de Corée. Par contre, la croissance économique en Chine devrait encore fléchir légèrement.

33. Faire face au ralentissement de la demande en Chine constitue un enjeu politique immédiat pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est. À cet égard, on s'efforce de renforcer les relations commerciales, grâce notamment à l'initiative menée par la Chine d'établir la Banque asiatique d'investissement pour l'infrastructure. Les gouvernements des pays de cette sous-région ont mis en place des politiques visant à stimuler la demande nationale comme autre source de croissance, mais leur réussite sera entravée par les taux actuellement élevés de la dette et le vieillissement rapide de la population. Des politiques pour faire face à la nature multidimensionnelle du vieillissement de la population, concernant par exemple l'emploi partagé et

des produits financiers novateurs, sont essentielles pour surmonter ces problèmes à moyen terme.

34. Dans la sous-région de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, la croissance économique déjà faible dans la Fédération de Russie ces dernières années s'est dégradée à cause de la baisse des cours mondiaux du pétrole et de tensions géopolitiques. De ce fait, l'économie a à peine progressé en 2014, alors que l'on s'attend à une forte contraction en 2015 et 2016. Comme la Fédération de Russie représente 80 % de la production économique de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, les perspectives de croissance de la sous-région sont également sombres et les résultats médiocres. De plus, les modestes recettes en devises suite à la baisse des prix des produits de base ont entraîné l'affaiblissement de plusieurs monnaies de la sous-région. À la différence des autres sous-régions de l'Asie et du Pacifique, les pressions inflationnistes augmentent en Asie du Nord et en Asie centrale. En conséquence, la sous-région se trouve dans une situation de faible croissance et de forte inflation.

35. Les sources de croissance économique en Asie du Nord et en Asie centrale sont très concentrées. En Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan, le revenu des ressources naturelles, défini comme la différence entre le prix d'un produit de base et son coût de production moyen, représente entre 37 et 47 % de PIB. En Arménie, au Kirghizistan et au Tadjikistan, les transferts de fonds par les travailleurs immigrés représentent entre 13 et 41 % du PIB. Les réformes politiques destinées à diversifier les sources de croissance économique pourraient comprendre la création d'un secteur privé entrepreneurial dynamique et le renforcement des liens entre le secteur dont l'existence est fonction de matières premières locales et le secteur non tributaire des matières premières locales.

36. Les pays insulaires en développement du Pacifique ont atteint en 2014 leur niveau de croissance le plus élevé en trois ans. Cette expansion a été constatée dans pratiquement tous ces pays; en Papouasie-Nouvelle-Guinée, cette croissance a été engendrée principalement par la production de ressources minérales, qui représente près de 60 % de la production de ces pays. Un cyclone dévastateur a entraîné un repli économique aux Îles Salomon en 2014, situation qui montre combien la sous-région est vulnérable à de fréquentes catastrophes naturelles. Celles-ci perturbent fréquemment la croissance économique et la stabilité macroéconomique, étant donné la petite taille des populations, le territoire limité et des possibilités réduites d'adopter des mesures de politique macroéconomique de ces pays insulaires. En termes de perspective, la croissance économique devrait continuer de s'améliorer, grâce aux exportations minières dynamiques de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à la poursuite des activités de reconstruction après les cyclones dans certains pays et à la progression attendue du tourisme et des envois de fonds par les travailleurs immigrés.

37. Une croissance de la production plus rapide est nécessaire pour créer davantage d'emplois dans les pays insulaires en développement du Pacifique où un grand nombre d'habitants restent sans emploi ou s'adonnent toujours à des activités de subsistance. Les capacités humaines et institutionnelles et les réseaux d'infrastructure limités sont à l'origine de la croissance économique faible et mal répartie de la sous-région. Un secteur des entreprises plus dynamique permettrait d'élargir le tissu économique, de réduire le chômage des jeunes et d'augmenter les recettes publiques, ce qui permettrait de réduire les lacunes considérables constatées dans la prestation des services en zone rurale et dans les îles périphériques.

38. La croissance économique a augmenté légèrement en Asie du Sud et du Sud-Ouest en 2014, mais elle est restée bien en deçà des résultats impressionnants enregistrés avant la crise mondiale de 2008. Cette légère progression est due principalement à la solide performance macroéconomique de l'Inde, qui représente un peu plus de la moitié de la production de la sous-région. La croissance économique s'est également raffermie au Bhoutan, au Népal, au Pakistan et à Sri Lanka, et est restée stable à des niveaux relativement élevés au Bangladesh et aux Maldives. Les perspectives pour 2015 et 2016 sont optimistes. La poursuite des réformes nationales devrait aider à libérer un potentiel de croissance élevé dont bénéficie la région grâce à une population jeune et à une abondance de travailleurs agricoles qui peuvent se tourner vers des activités manufacturières à plus forte valeur ajoutée.

39. Trois distorsions macroéconomiques interconnectées, à savoir d'importants déficits budgétaires, des balances courantes largement déficitaires et une forte inflation, ont freiné la croissance économique en Asie du Sud et du Sud-Ouest. Des réformes fiscales aideraient à réduire les emprunts publics, qui ont soumis les économies à des pressions inflationnistes et contribué à générer des écarts considérables entre l'épargne et l'investissement. Outre les distorsions macroéconomiques, de graves pénuries d'électricité sont un obstacle majeur à la croissance. Une action stratégique diversifiée est nécessaire pour affronter la crise énergétique, comprenant par exemple l'élargissement du volant budgétaire, la mise en place d'un cadre approprié pour les partenariats public-privé et l'amélioration de la gouvernance dans les entreprises publiques.

40. En Asie du Sud-Est, le rythme de la croissance économique s'est ralenti en 2014 en raison du resserrement monétaire et de la faiblesse des exportations des produits de base en Indonésie, de l'agitation politique en Thaïlande et de l'accalmie dans le secteur de l'immobilier à Singapour. La croissance a également fléchi dans les pays de la sous-région à revenus plus faibles, comme le Cambodge, le Myanmar et la République démocratique populaire lao, où elle partait d'un niveau élevé. Les perspectives devraient s'améliorer à court terme, principalement grâce à la reprise économique en Thaïlande et à une croissance plus rapide en Indonésie et aux Philippines.

41. On a observé que la consommation privée contribuait de plus en plus à la croissance économique de l'Asie du Sud-Est. Si cette évolution aide à renforcer la résilience de la sous-région face aux chocs de la demande extérieure, ces dépenses de consommation sont financées principalement par l'entrée de capitaux. Quant aux problèmes à moyen terme, deux des principaux obstacles à la croissance sont la pénurie d'infrastructures publiques et de main-d'œuvre qualifiée. En ce qui concerne les infrastructures, la sous-région doit mobiliser une partie de l'épargne disponible pour inverser la tendance à la baisse des dépenses publiques dans le secteur infrastructurel. Quant aux compétences des travailleurs, il conviendrait d'encourager activement la scolarisation au niveau secondaire et d'adapter la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle aux besoins du marché du travail.

III. Inclusivité et croissance

42. Comprendre la dynamique de la croissance économique et les perspectives de la région Asie-Pacifique tout en reconnaissant les résultats positifs obtenus en matière de croissance et de réduction de la pauvreté reste une tâche importante. Toutefois, le développement et le bien-être général de l'homme constituent un concept pluridimensionnel qui va bien au-delà d'une

simple augmentation des niveaux de revenu et d'une simple réduction des niveaux de pauvreté. Comme le souligne le premier Rapport sur le développement humain: « Le but du développement est d'élargir la gamme des opportunités qui s'offrent aux individus. Par exemple pouvoir disposer d'un meilleur revenu....Mais aussi, pouvoir jouir d'une longue vie, de la liberté politique, accéder au savoir, être assuré de la sécurité physique, participer effectivement à la vie de la communauté, exercer ses droits humains »³.

43. L'inclusivité est donc également un concept pluridimensionnel. Toutefois, si l'expression « croissance inclusive » a été largement utilisée par les gouvernements, les organisations internationales et les autres parties intéressées ces dernières années, il n'y a toujours pas de consensus sur une définition claire du concept. En gardant à l'esprit le grand objectif social du bien-être de l'homme, la définition de l'inclusivité devrait comprendre les dimensions économique, sociale et environnementale de l'inclusivité. Cela traduit l'essence des décisions prises par les représentants des États membres dans le document final *L'avenir que nous voulons* de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012. Dans ce document, ils ont clairement affirmé leur engagement à assurer la promotion d'un avenir économiquement, socialement et environnementalement durable pour la planète.

44. Par conséquent, le terme inclusivité est compris et défini dans ce document comme incluant les éléments ci-après: a) l'augmentation du niveau de vie moyen de la population (représenté ici par le revenu réel moyen par habitant); b) la réduction des inégalités de revenus; c) la baisse des niveaux d'extrême pauvreté; et d) une plus grande et plus large égalité des chances, pour notamment l'accès aux biens publics, par exemple aux services de santé et d'éducation. La réalisation de ces objectifs devrait permettre d'améliorer le bien-être de la population – l'objectif ultime de toute société – de manière inclusive.

Inclusivité économique

45. La croissance économique devrait avoir une large assise et être inclusive, en permettant à tous les segments de la population d'en bénéficier tout en prenant en compte les besoins des personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité extrêmes. L'élimination de la pauvreté extrême doit être l'un des principaux objectifs sociaux de tous les gouvernements, sans quoi la croissance inclusive n'est pas possible. Si les taux de pauvreté extrême ont baissé de moitié, voire plus, dans la plupart des pays de la région, l'incidence de l'extrême pauvreté étant passé de 51 % de la population de la région en 1990 à environ 18 % de sa population en 2011, le nombre des personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour est toujours très élevé. En Inde et au Népal, plus de 60 % de la population vivait toujours en deçà de ce seuil en 2010. De plus, les taux de pauvreté présentent d'importants écarts au sein même des pays, généralement entre les sexes, mais aussi entre les zones rurales et les zones urbaines.

46. Malgré les bons résultats obtenus dans la lutte contre l'extrême pauvreté, le revenu réel n'a pas augmenté toujours de manière égale au sein des pays. Au contraire, les inégalités de revenus ont progressé dans de nombreux pays de la région, en particulier dans les plus grands pays en développement. Depuis les années 1990, le coefficient de Gini moyen,

³ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 1990: définir et mesurer le développement humain* (New York, 1990).

pondéré en fonction de la population, pour l'ensemble de la région est passé de 33,5 à 37,5. Dans certains pays, en particulier dans les grands pays de la région, comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie, le coefficient de Gini a augmenté considérablement. De même, dans beaucoup de pays, notamment dans les pays les plus peuplés de la région que sont le Bangladesh, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, le quintile le plus riche (20 % de la population) a été à même d'augmenter sa part du revenu national, alors que celle du quintile le plus défavorisé a baissé.

47. Globalement, si dans les textes économiques rien ne prouve vraiment que la croissance influe sur l'inégalité des revenus, ou que l'inégalité des revenus agit sur la croissance, on a estimé en général qu'une forte inégalité au départ se traduit ultérieurement par une croissance plus faible. Par ailleurs, une inégalité importante peut contribuer à une instabilité sociale, économique et politique plus forte lorsque les revenus sont répartis de manière plus inégale, les classes dirigeantes s'efforcent davantage de protéger leur patrimoine et de renforcer les activités de rente plutôt que de mettre en place des schémas inclusifs de croissance, portant ainsi atteinte à la qualité de la gouvernance.

48. Une des raisons qui expliquent cette progression inégale au sein des pays est le fait que la croissance économique ne s'est pas nécessairement traduite par une création d'emplois correspondante. En effet, dans de nombreux pays en développement, le manque d'emplois productifs est l'une des principales raisons du taux élevé de pauvreté.

Inclusivité sociale

49. Alors qu'apparaissent des inégalités dans de nombreux autres aspects du développement, il faut faire la distinction entre l'« inégalité des revenus » de l'« inégalité des chances », qui concerne les inégalités découlant de circonstances qui échappent au contrôle des personnes. Ainsi, si des produits comme les « rémunérations » ou les « revenus » peuvent être déterminés par des facteurs dont une personne peut être responsable (comme l'importance de l'effort déployé au travail), ils peuvent également être influencés par des facteurs qui échappent au contrôle de la personne et sont souvent tributaires de circonstances familiales. L'offre de services d'éducation et celle de services de santé sont deux facteurs cruciaux pour déterminer si la croissance a été inclusive.

50. Globalement, la région a enregistré des progrès considérables dans l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire. Par contre, la situation est différente pour ce qui est de l'enseignement secondaire et encore plus pour l'enseignement supérieur. Dans de nombreux pays, moins de la moitié des enfants en âge de fréquenter l'école secondaire sont scolarisés. De plus, le taux de scolarisation des filles dans le secondaire est souvent inférieur à celui des garçons, en particulier en zone rurale, mais cet écart se rétrécit dans les quintiles à revenus plus élevés. En effet, en général, les groupes à revenus plus élevés bénéficient d'une scolarisation plus longue que ceux à faibles revenus. Dans la plupart des pays, on relève aussi d'importantes différences au niveau de la qualité de l'enseignement dispensé, les pauvres fréquentant généralement des établissements publics surpeuplés et mal entretenus, alors que les enfants des plus nantis peuvent fréquenter des écoles privées bien financées, ce qui finit par aggraver les inégalités intergénérationnelles.

51. L'accès aux services de santé constitue un autre élément essentiel pour déterminer si la croissance a été inclusive. Un meilleur état de santé, par exemple, contribue à la croissance en améliorant la motivation et le

rendement des travailleurs. Il peut aussi se traduire par une baisse du taux d'abandon scolaire et donc renforcer l'effet positif de l'éducation sur la croissance et l'équité, en particulier sur les inégalités entre les générations. L'accès aux services de santé se définit par divers facteurs: l'accessibilité, qui a trait surtout à la localisation géographique; l'accessibilité économique, qui vise à déterminer si la population est en mesure de payer les services disponibles; et l'acceptabilité, qui concerne la question de savoir si la population est disposée à utiliser ces services lorsqu'ils sont disponibles et financièrement abordables.

52. Si la plupart des pays de la région Asie-Pacifique se sont efforcés d'élargir l'accès aux services de santé publique, il subsiste toujours des différences sur le terrain. Ainsi, dans un grand nombre de pays de la région, les services fournis se concentrent dans les zones urbaines. D'autre part, de nombreux centres de santé publique ne sont pas pourvus de professionnels de la santé qualifiés et expérimentés, de sorte que les services fournis sont souvent de piètre qualité. En outre, dans plusieurs pays, la majeure partie des dépenses de santé est à la charge des ménages à titre individuel, ce qui peut rendre ces services difficilement abordables pour de nombreux ménages, en particulier dans les quintiles à faibles revenus. Par contre, des pays comme Kiribati et la Thaïlande sont parvenus à offrir des services de santé quasi universels sous forme de services publics ou dans le cadre d'un régime public d'assurance maladie universelle. Enfin, des personnes peuvent s'abstenir de recourir aux services de santé même s'ils sont disponibles et économiquement abordables. Dans certains cas, elles vont invoquer un manque de soins de qualité. Dans d'autres, les services peuvent être considérés comme socialement ou culturellement inappropriés, ce qui est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de services de santé sexuelle et procréative.

Développement inclusif et environnement

53. On convient généralement que la croissance économique tend à avoir des incidences négatives sur la qualité de l'environnement. Si la dégradation de l'environnement a des effets nocifs pour tout un chacun, les pauvres sont particulièrement touchés car ils sont moins résistants aux retombées négatives de la dégradation environnementale. Dans le même temps, les inégalités et la pauvreté contribuent également à cette dégradation. Cela est dû au fait que dans les pays moins développés, et pour les pauvres en général, l'attention se porte moins sur les questions complexes de l'environnement et la façon dont l'environnement affecte leur avenir économique. La dégradation environnementale peut dès lors être aussi la conséquence des inégalités économiques. Par conséquent, en progressant sur l'échelle du développement, il faudra s'efforcer de sauvegarder l'environnement et d'améliorer l'accès des personnes aux infrastructures de base comme l'électricité, l'eau potable et l'assainissement.

54. La région a amélioré considérablement l'accès à des sources d'eau de meilleure qualité depuis 1990, le pourcentage des personnes privées d'un tel accès ayant baissé d'environ 27 % à près de 8 % aujourd'hui. Il existe encore cependant d'importantes disparités entre les zones rurales et les zones urbaines. Dans le même temps, l'accès à des installations sanitaires améliorées a progressé plus lentement, avec à peine environ 59 % de la population de la région Asie-Pacifique qui en bénéficiaient en 2011, contre environ 36 % en 1990. L'Asie du Sud et du Sud-Ouest est la sous-région où le niveau d'accès à des installations sanitaires améliorées est le plus faible, avec 798 millions de personnes qui en sont dépourvues. Cette situation peut

être liée à une urbanisation croissante et à une augmentation importante des populations vivant dans les îlots insalubres en milieu urbain.

55. Suite à l'expansion économique de la région, les émissions de gaz à effet de serre y ont considérablement augmenté principalement en raison de la combustion de combustibles fossiles pour la production d'électricité, dans les transports et dans l'industrie. Si la production de dioxyde de carbone a baissé en intensité, elle reste assez élevée et était en 2010 environ 50 % plus importante que la moyenne mondiale. Pour satisfaire la demande croissante d'énergie, la production d'électricité a augmenté fortement depuis 1990. Cependant, contrairement aux populations urbaines, les populations rurales de nombreux pays n'ont toujours pas accès aux services énergétiques de base: au moins 620 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et près de 1,9 milliard font appel à la biomasse pour cuisiner. Si les sources d'énergie renouvelables prennent de plus en plus d'importance, les combustibles fossiles restent les principaux produits utilisés pour la production d'énergie.

Indice CESAP de l'inclusivité

56. Il est compliqué de déterminer si la croissance a été inclusive dans la région en raison du caractère pluridimensionnel de l'inclusivité et de la divergence entre les tendances des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux. Par exemple, si un pays a pu progresser considérablement en matière de développement social, sa réussite à faire accélérer la réduction de la pauvreté ou à réduire les inégalités de revenus, peut être moins évidente. Même dans chacune des catégories qui s'inscrivent dans les trois dimensions du développement, on peut ne pas voir clairement si la croissance a été inclusive.

57. Afin de traiter de cette question de façon plus méthodologique et de prendre en compte la définition du développement durable convenue par les représentants des États membres dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, la CESAP a créé un indice composite de l'inclusivité, comprenant trois sous-indices qui permettent de mesurer la croissance inclusive des points de vue économique, social et environnemental. Chacun de ces sous-indices reprend cinq indicateurs pertinents et sert à calculer l'indice pour les périodes 1990-1999 et 2000-2012.

58. Le tableau ci-après présente l'indice et le classement afférents à l'inclusivité générale de 16 pays de la région pour lesquels les données étaient disponibles. La croissance économique a été la plus inclusive en Fédération de Russie, au Kazakhstan et en Thaïlande, et la moins inclusive au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan. Si la croissance économique a été davantage inclusive ces dernières années dans la région Asie-Pacifique, certains pays ont progressé plus que d'autres. Ainsi, l'augmentation rapide de l'indice de la Chine, de la République islamique d'Iran et de Sri Lanka a contribué à faire baisser le classement du Tadjikistan. La croissance plus inclusive en Chine et en République islamique d'Iran a également entraîné une baisse du classement des Philippines.

Tableau
**Indices et classement des pays selon l'inclusivité de la croissance,
 1990-1999 et 2000-2012**

Pays	Inclusivité			
	Indices		Classement	
	1990-1999	2000-2012	1990-1999	2000-2012
Kazakhstan	0,80	0,82	1	1
Fédération de Russie	0,77	0,80	2	2
Thaïlande	0,73	0,79	3	3
Malaisie	0,72	0,78	4	4
Sri Lanka	0,71	0,77	6	5
Iran (République islamique d')	0,66	0,73	8	6
Chine	0,65	0,73	10	7
Tadjikistan	0,72	0,73	5	8
Turquie	0,65	0,72	9	9
Philippines	0,66	0,70	7	10
Indonésie	0,58	0,68	11	11
Bangladesh	0,54	0,60	12	12
Népal	0,48	0,60	15	13
Inde	0,53	0,60	13	14
Cambodge	0,51	0,56	14	15
Pakistan	0,46	0,55	16	16

Source: Calculs de la CESAP.

Note: Les indicateurs de l'indice ont été normalisés de manière linéaire et échelonnés à partir de zéro, une note plus élevée représentant une amélioration dans l'indicateur/indice.

59. De plus, si la croissance économique est inclusive à l'échelle du pays tout entier, d'importants écarts existent à l'intérieur du pays même entre les sexes, entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les régions. Il est particulièrement préoccupant de constater que les inégalités de revenus sont considérables et s'amplifient dans de nombreux pays. Alors que les plus nantis sont en mesure de bénéficier d'une meilleure éducation et de meilleurs services de santé, et donc d'améliorer leurs perspectives d'emploi, les inégalités entre générations risquent de se perpétuer si les inégalités de revenus persistent.

60. On a avancé plusieurs raisons pour expliquer l'aggravation des inégalités de revenus. Il s'agit notamment des réformes axées sur l'économie de marché menées par des pays qui s'intégraient plus avant à l'économie mondiale, car ces réformes ont eu des répercussions sur la répartition des revenus au sein des pays. Par ailleurs, dans nombre de pays, la croissance des salaires réels a pris du retard par rapport à l'augmentation de la productivité, ce qui a contribué à faire baisser la part du revenu du travail dans la production et à creuser les inégalités de revenus en raison d'une répartition du capital plus inégale.

61. Le secteur privé joue certes un rôle crucial, mais pour rendre la croissance économique plus inclusive, il y a lieu de renforcer l'action développementale de l'État. Le gouvernement a pour principal rôle de veiller à ce que l'égalité des chances soit une réalité. Il faut pour ce faire notamment améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé et renforcer les filets de protection sociale. Les gouvernements devraient également créer un environnement qui permette au secteur privé de jouer le rôle de principal moteur de croissance, comprenant de solides cadres juridiques et réglementaires, une meilleure coordination et responsabilisation des institutions, et une stabilité macroéconomique et financière assurée grâce à des politiques prudentes.

62. Dans nombre de pays, il faut s'intéresser davantage au développement des petites et moyennes entreprises, en particulier dans le secteur rural. Ainsi, malgré l'importance de l'agriculture en tant que source de revenus pour une proportion élevée de la population, dans la plupart des pays en développement de la région, l'industrie et le secteur des services ont été les principaux moteurs de la croissance économique, entraînant une baisse appréciable de la contribution de l'agriculture au PIB de la région. Il est par conséquent crucial de cesser de délaisser l'agriculture pour pouvoir réduire la pauvreté et les inégalités. Parmi les options possibles, on relèvera la diversification vers des cultures à haute valeur, la concentration sur la qualité et les normes et l'investissement dans la recherche, ainsi que le développement et le capital humain pour accroître le rendement agricole.

63. Les politiques devraient également viser le développement du secteur rural non agricole en favorisant l'industrialisation en milieu rural par la création de petites industries. Cela renforcerait les liens entre les secteurs agricole et non agricole, ce qui permettrait l'établissement de liaisons verticales et de liens entre production et consommation dans le domaine agricole et entre l'agriculture et les secteurs non agricoles. L'augmentation de la productivité agricole et la corrélation avec le secteur de la consommation suite à la progression des revenus ruraux permettraient de stimuler davantage l'économie rurale. Par exemple, les revenus produits par l'industrie du prêt-à-porter au Bangladesh ont eu des retombées importantes sur la demande de biens et de services non exportables, ce qui a eu un effet positif sur la dynamique de la pauvreté dans les zones urbaines et rurales et sur le développement et la diversification des petites et moyennes entreprises grâce aux liaisons industrielles verticales ainsi établies. Un fait important, pour réduire le risque de se retrouver piégés dans une phase de développement de bas salaires, de faible productivité mais à forte intensité de main-d'œuvre, les pays doivent renforcer le lien entre salaires et productivité au moyen de politiques appropriées portant sur les salaires et le marché du travail.

64. Pour stimuler le développement et l'industrialisation des zones rurales, il y a lieu également de disposer d'un système financier et inclusif qui offre un accès aux produits et services financiers aux pauvres, notamment lorsqu'ils constituent une part importante de la population, car les pauvres et les ruraux sont notoirement privés d'un accès aux services financiers. En l'occurrence, la politique monétaire peut jouer un rôle important en faveur d'une croissance plus inclusive, car elle est à même d'influer sur le prix et le volume du crédit, et de la mise en place d'un cadre qui encourage le développement d'un secteur bancaire dynamique qui puisse desservir les populations actuellement marginalisées.

65. Les décideurs peuvent également rendre la croissance plus inclusive en agissant sur les dépenses publiques de manière à offrir une meilleure égalité des chances. En effet, l'analyse économétrique montre que lorsque les

gouvernements accroissent le volume total des dépenses publiques, l'inclusivité sociale, dont rend compte l'indice, augmente. Les dépenses en question portent notamment sur des domaines comme la santé, l'éducation et les filets de protection sociale. Il importe également de viser à rendre les dépenses actuelles plus efficaces, plus efficaces et davantage orientées vers le développement. Dans certains pays, comme Sri Lanka, les inégalités croissantes s'expliquent surtout par l'augmentation de la disparité d'accès des ménages à l'éducation et aux infrastructures. Il peut être important aussi de centrer les politiques sur le développement économique régional – en prêtant une attention particulière à l'aide aux groupes les plus nécessiteux et les plus vulnérables dans chaque région – afin de corriger les disparités régionales.

66. Les gouvernements doivent améliorer la qualité de la main-d'œuvre afin d'accroître l'employabilité et la productivité des travailleurs et de résoudre le problème de l'inégalité des chances. Une façon d'y parvenir est d'investir davantage dans l'éducation. Une autre consiste à rendre les systèmes de santé plus accessibles et financièrement plus abordables. En effet, les dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation ont un effet bénéfique sur l'inclusivité sociale, qui représente plus de deux fois l'ensemble des dépenses publiques. Toutefois, aucun pays en développement de la région Asie-Pacifique ne consacre actuellement 5 % de son PIB ou plus pour les dépenses publiques de santé, comme le recommande le Réseau des solutions pour le développement durable. Dans de nombreux pays, ces dépenses publiques n'atteignent même pas 1,5 % du PIB, y compris dans certains des principaux pays de la région comme le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan.

67. L'une des raisons pour lesquelles les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale sont relativement faibles dans de nombreux pays de la région Asie-Pacifique est le fait que les dépenses actuelles ne sont pas suffisamment orientées vers le développement. Ainsi, de nombreux pays consacrent des dépenses importantes à la défense; dans plusieurs pays, ces dépenses sont supérieures à celles imputées pour la santé et l'éducation réunies. De même, des ressources importantes sont affectées au subventionnement, en particulier dans le secteur de l'énergie. Si brider les niveaux croissants des dépenses qui ne visent pas le développement et éliminer ou réduire les subventions dommageables constituent un défi politique, la baisse des cours du pétrole a permis à plusieurs pays de réduire les subventions régressives et d'accroître les dépenses pour l'éducation, la santé et la protection sociale. Ces mesures politiques permettent de contribuer à l'assainissement des finances publiques et de libérer davantage de ressources financières au profit de la croissance inclusive. La réduction des dépenses qui ne sont pas consacrées au développement permettrait de libérer plus de ressources importantes pour étayer les dépenses sociales et combler les importantes lacunes au niveau des infrastructures qui entravent le développement de la région, en particulier dans le secteur rural.

68. Un autre facteur qui limite la possibilité de rendre les dépenses publiques plus efficaces dans la région est le fait que les recettes fiscales sont très basses dans nombre de pays. En se servant de l'indice CESAP de l'inclusivité, et de ses sous-indices, on peut montrer que l'élévation des niveaux de recettes (en tant que pourcentage de la production) n'avait pas eu une incidence significative sur l'inclusivité économique dans la région. Cela porte à croire que les politiques fiscales n'ont pas réussi à assurer la redistribution des revenus dans la région. Cependant, des niveaux de recettes plus élevés ont permis d'améliorer l'inclusivité sociale, montrant ainsi l'importance des recettes pour financer les dépenses axées sur le développement afin d'améliorer l'égalité des chances dans la région.

